

Le Courriel d'information

n°353 – Vendredi 02 août 2002

SOLDES D'ETE

Dans ce numéro

Avertissement : durant le mois d'août le Courriel d'information sera publié une seule fois par semaine, le vendredi.

De l'Eurovision aux femmes à vendre

Par Malka Marcovich

L'Eurovision a fait couler bien de l'encre. Tout d'abord, avant l'événement, lorsqu'il s'est agit de gloser sur le spectacle le plus kitch, le plus ringard de l'année, qui n'a rien à envier aux sempiternelles émissions de variétés françaises. Puis ensuite pour s'indigner devant l'attitude raciste, sexiste, méprisante et " vulgaire " des présentateurs français.

Il n'est pas étonnant que la presse européenne se soit si peu intéressée à l'Estonie, futur pays de l'Union Européen, berceau d'une histoire qui remonte au Moyen age, magnifique pays dans une région du monde si méconnue de Europe de l'ouest.

Pas étonnant non plus qu'en marge de l'Eurovision on ait tué la première initiative des pays de l'Europe du Nord, du Conseil des Ministres Nordique qui ont, au lendemain de l'Eurovision organisé le premier séminaire commun, réunissant des représentants de 8 pays du Nord de l'Europe, pour lancer une campagne conjointe contre la traite des femmes.

On peut se demander en effet pourquoi ce silence sur ce marché du sexe en expansion, ce haut lieu du tourisme sexuel, alors que les journalistes se rendant à Tallin pour l'Eurovision le 25 mai, pouvait découvrir facilement l'atmosphère mercantile, où les femmes sont vendues et achetées, où les hommes en groupes chassent à toute heure du jour dans les rues, dans les bars et boites de la ville et des hôtels. On peut se demander en effet pourquoi personne n'a rapporté que l'on pouvait lire dans le Baltic Times du 23 au 29 mai 2002 édité en anglais, distribué dans les avions et les hôtels de Tallin, les trois articles qui prônent la vente des femmes, et toute une propagande véhiculant les stéréotypes les plus sexistes qui soient.

En page 11 de ce journal, on trouve deux articles se répondant l'un à l'autre. Le premier est une interview de la candidate lettonne, Maria Naumova, photo de madone au visage triste sous le titre " Une personnalité positive lettonne ". Le second fait la promotion d'une expo porno à Riga



et de l'industrie du sexe en plein essor avec photo d'une blonde pulpeuse en tenue SM, souriante et heureuse de découvrir un choix uniforme de lanières de cuir et de chaînes sur un présentoir. Le troisième article porte sur le commerce dans les pays baltes en page 14, avec une interview en pleine page de Paolo Moglia, décrit comme pionnier de l'industrie de la mode en Estonie sous le titre " capitaliser sur la beauté ".

A la lecture de ces interviews et articles, comment ne pas faire le lien entre la violence dénigrante des présentateurs français pour l'Eurovision, ainsi que le silence fait autour de la campagne nordique contre la traite des femmes dont nous reparlerons plus loin.

Comment ne pas soudainement se sentir en danger en tant que femme alors qu'un flot d'hommes venus de Finlande se déverse le week-end pour acheter des femelles et boire ? Dès le vendredi soir, Tallin est un non-women's land pour les femmes qui résisteraient au racolage sexuel. Dans les ascenseurs et lobbies des hôtels, dans les rues et ce jusqu'au dimanche soir, des troupeaux de prédateurs chassent les femmes, toutes sans exception, car en Estonie, toute femme est considérée comme un produit marchand potentiel. Helsinki ne se trouve qu'à 80 kilomètres de Tallin, et 20 bateaux par jour font l'aller retour entre la riche ville scandinave et la capitale moyenâgeuse de la nouvelle république estonienne. Car là, de l'autre côté de la mer baltique, tout est bon marché, surtout les femmes et l'alcool. Et en ce printemps au ciel éternellement bleu du Nord de l'Europe, où la nature explose à la veille de l'équinoxe, quand on est femme on cherche péniblement un lieu où se protéger de ces demandes incessantes, ces regards qui déshabillent, cette violence masculine omniprésente.

Mais finalement, quoi de plus normal en effet de considérer les femmes ainsi quand on lit l'interview de Maria Naumova, candidate à l'Eurovision dans le Baltic Times du 23 au 29 mai 2002. Elle est juriste et a fini ses études de droit il y a trois ans, " ou quatre peut-être ". En tout cas, elle affirme ne pas vouloir pratiquer cette profession " qu'elle n'aime pas ! ". Elle préfère en effet chanter, et elle explique le sens des paroles de la chanson qu'elle présente en français à l'Eurovision, langue glamour par excellence : " C'est une chanson dont le message essentiel est d'avoir du désir, le désir d'aimer et d'être aimer. Si vous dites à une personne que vous ne l'aimez pas, cela ne veut pas dire qu'un an plus tard vous ne lui direz pas que vous l'aimez. "

Message bien reçu, surtout dans cette région où l'industrie du mariage constitue une planche de salut pour les femmes qui rêvent d'un eldorado à l'Ouest. Il suffit d'être patiente avec l'homme que l'on refuse, car un jour on finira bien par l'aimer.

Pour s'en sortir et arriver, les femmes doivent aussi savoir être critiquées et dévalorisées : " Je préfère quand on dit du mal de moi " affirme-t-elle. Cela me " donne de la force ", " les personnes qui disent que vous êtes mauvaises vous donnent des raisons de travailler ".

Maria aime l'Eurovision, elle aime l'idée que " 100 millions de personnes soient en face de leur TV avec des bières et des chips (Š) Cela rassemble les gens, ils n'ont plus à penser aux problèmes internationaux et aux différences, mais à quelque chose de positif "

En effet, quel idéal de fusion humaine d'imaginer des personnes vautrées à boire de la bière, le souffle coupé devant la litanie du " five points, cinq points " !

Sur la même page, en dessous du visage de la madone, on trouve un article décrivant l'expo de gadget porno à Riga. Le journaliste reconnaît avec tristesse que les Pays baltes ont encore du chemin à faire pour sortir de " la ringardise post-communiste ". " Cette exposition est peut-être bien pour la Lettonie, mais ce n'est certainement pas Amsterdam ". Le journaliste rêve qu'un jour dans cette région du monde, on pourra enfin parvenir au modèle néerlandais, symbole même de la modernité. Oui en effet, se désole le journaliste branché et blasé, le lesbianisme ou le super SM n'est pas accessible dans cette exposition porno. Finalement elle n'est encore organisée qu'à l'intention " des mâles hétérosexuels sans imagination ". Seuls seront émoustillés ceux qui ont reçu une "éducation religieuse stricte " constate l'auteur. Mais enfin, ce festival érotique permet tout de même que l'on " explore des goûts sexuels variés ".

On est rassuré pour les hommes baltes, ils feront des progrès eux aussi, et deviendront conformes à l'image des hommes de l'Europe de l'ouest. Ils sauront eux aussi savourer de nouvelles viandes femelles plus délurées, SM, lesbiennes. On se croirait au salon de l'agriculture.

Il faut dire que le marché de la " beauté " semble constituer le secteur même du développement économique des pays baltes. Dans les pages Business, Paolo Moglia fier de son flair de pionnier raconte son parcours. Il ne faudrait pas s'y méprendre en lisant l'interview. Non, malgré les



apparences, cet homme d'affaire n'a rien à voir avec un proxénète, le mot n'est même pas utilisé. Non, sa passion consiste à chercher des modèles dans le " champ peu exploré des beautés naturelles baltes ".

Son travail typique quotidien consiste " à rencontrer des dizaines de filles qui rêvent de descendre le long des trottoirs de Milan, Paris et New York. Les vraies perles peuvent être trouvées dans n'importe quel magasin d'habits ou supermarché. " Il peut aussi les rencontrer dans " la rue, à un concert ou un casting. " " J'essaye de les convaincre de venir à mon agence, si possible avec leurs parents si elles ont moins de 18 ans et qu'ils veulent savoir où ira leur fille. "

Paolo Moglia a de quoi faire rêver en effet. C'est lui qui a déniché Carmen Kass en 1994, Top model vivant aujourd'hui à New York. En ce moment il fait travailler deux " filles " de 15ans. Il n'a qu'un seul modèle masculin car " en Estonie il y a un homme beau pour 10 belles filles, voilà la vraie proportion " souligne-t-il. Avis aux touristes sexuels gays, rien de bien formidable à acheter dans les pays baltes. Paolo Moglia, fort de son succès vient d'ouvrir une agence à Riga, et compte s'installer bientôt aussi en Lituanie.

Il faut dire que le " réservoir de beautés " n'est pas encore totalement épuisé dans les Pays baltes. Les femmes sont encore à vendre, sur place ou à l'étranger. Les hommes estoniens " consomment " des femmes russes, sous classe victime de discrimination depuis l'effondrement du régime soviétique et surtout moins chères que les Estoniennes.

Les femmes estoniennes quant à elles sont consommées sur place par les touristes finlandais qui représentent 70% des acheteurs du sexe du fait de la proximité de la Finlande. Mais les femmes des pays baltes sont également victimes de la traite, à destination de la Finlande, de la Norvège, du Danemark, de l'Allemagne, des Pays Bas, de l'Islande, puis des US et du Canada. En Allemagne, Pays Bas et au Danemark, pays ayant légalisé certaines formes d'exploitation de la prostitution, la traite de ces femmes n'est reconnue que lorsqu'il y a contrainte, illégalité, tromperieŠ En réalité, nombre de femmes baltes sont vendues comme " travailleuses du sexe ", et ont des contrats de " travail " légaux avec leurs proxénètes allemands, danois ou néerlandais.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi suédoise en janvier1999, pénalisant l'achat de service sexuel, la Suède serait plutôt un pays de transit à destination de la Norvège. Les femmes estoniennes entrent en Suède avec un visa de touriste pour être acheminées dans d'autres pays.

Inquiets de cette situation, et conscients de l'impact du développent de la vente des femmes dans cette région du monde, la première campagne intergouvernementale lancée le 29 mai 2002, financée par le Conseil de Ministres des pays nordiques est unique en son genre.

Le séminaire qui a eu lieu à Tallin du 29 au 31 mai sera suivi d'autres réunions à Vilnius et Riga en octobre et novembre 2002. La Conférence de Tallin a porté sur des thèmes tels que le statut des femmes, les législations transnationales, le rôle des médias dans la société. L'accent a été mis non seulement sur la protection des victimes et la répression des trafiquants, mais aussi sur la nécessité de mettre en place une réelle coopération entre les pays autour de la prévention telle que définie dans l'article 9.5 du nouveau protocole des Nations Unies sur la Traite des Personnes, qui demande aux Etats Parties d'adopter ou de renforcer " des mesures législatives ou autres, telles que des mesures d'ordre éducatif, social ou culturel, notamment par le biais d'une coopération bilatérale et multilatérale, pour décourager la demande qui favorise toutes les formes d'exploitation des femmes et des enfants, aboutissant à la traite. "

Une première campagne d'affichage de trois posters en direction des acheteurs de sexe potentiels a été lancée en Suède deux jours avant le séminaire. Comme l'a indiqué la Ministre de la Santé et des Services Sociaux de Finlande, Eva Biaudet, la prostitution constitue une violence insupportable à l'encontre des femmes, est emblématique de l'inégalité structurelle entre les femmes et les hommes. Elle espère qu'une ne loi semblable à la loi suédoise sera adoptée dans d'autres pays limitrophes tels que la Finlande, la Norvège ou les Pays baltes. D'autres campagnes seront lancées dans ces pays sur le thème des " hommes qui créent la demandent et achètent des services sexuels " . Des campagnes de sensibilisation en direction des femmes victimes potentielles avec le concours d'ONG locales et de l'Organisation Internationale des Migrations ont commencé aussi depuis quelques mois dans les pays d'origine de la traite.

Espérons que pareille initiative sera reprise comme modèle par les gouvernements du sud de l'Europe. Il ne faut en aucun cas poursuivre les femmes victimes de ce type de violence mais développer d'autres alternatives pour les femmes de manière globale, des lieux de protection et des refuges. Il faut aussi commencer à lancer des



actions en directions des hommes, qui impunément achètent les femmes dans nos villes européennes ou dans les pays de tourisme sexuel. A la veille de l'entrée des Pays baltes dans l'Union Européenne, c'est plus que jamais l'égalité entre les femmes et les hommes qui est aujourd'hui en jeu au niveau européen et mondial.

Contact pour cet article. Groupe de travail sur le genre et la mondialisation genre@attac.org

Brèves d'OMC

Par Groupe « Traités internationaux » de Marseille

A- L'Australie ne signera pas le Protocole de Kyoto sur les changements climatiques :

Le prétexte est que les arrangements excluent les PED et les USA. Le Premier Ministre a toutefois ajouté que la ratification aurait un coût pour les emplois et l'industrie du pays, les industries polluantes risquant de se délocaliser vers les PED.

Le Canada reste un des seuls grands pays industriels à n'avoir pas encore procédé à la ratification du Protocole. La décision devrait être prise d'ici Décembre prochain. Toutefois le Canada a récemment réussi à faire inscrire les exportations propres d'énergie sur l'agenda de la 8e Conférence de l'ONU traitant de ce problème et qui se réunira à ce moment-là. On considère ce geste comme une tentative canadienne de rouvrir le traité original. La Russie a de son côté soutenu la proposition canadienne ce qui fait douter que ce pays soutiendrait sa ratification comme tout d'abord envisagé. La Russie figure parmi les 4 principaux émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre. Pour pouvoir entrer en application, le traité devrait être ratifié par au moins l'UE, le Japon , la Russie et le Canada ou la Pologne.

B- Augmentation de l'extrême pauvreté dans les PMA ces 30 dernières années (Rapport de la CNUCED 2002) :

Selon ce rapport rendu public en Juin 2002, le nombre de ceux vivant avec moins de 1 $/jour attendra 420 Million en 2015; Il est de 307 Millions dans les PMA et a doublé dans les 30 dernières années. Il met en relief la dépendance de ces pays sur l'exportation de produits de base comme l'élément portant la plus grande responsabilité de cette pauvreté, aggravée par leur dette extérieure insoutenable.

C- Le futur DG de l'OMC réclame un nouveau code de conduite de la part des multinationales :

Le prochain DG de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, qui remplacera M.Moore le 1 Septembre prochain, a pris de court un grand nombre de gouvernements et de compagnies internationales, en les appelant, au cours de la Conférence annuelle du WDM à Londres le 8/6/2002, à adopter un nouveau code de conduite pour réduire leurs tentatives visant à influencer le système commercial international par leur lobbying.. "Alors que nous essayons d'établir de nouveaux accords, de nouvelles règles auxquels les pays doivent se conformer, il ne semble pas que nous en ayons pour les sociétés transnationales". Un grand nombre d'éléments de la société civile appuient cette proposition. "Tout ce qui apporte un changement à l'actuel système de Mike Moore, qui dirige l'OMC comme s'il s'agissait d'un lobby pour la grande entreprise, est le bienvenu".(Kevin Watkins, Oxfam). Le Dr de WDM (World Development Movement), Barry Coates, rappelle toutefois que "tout code de conduite doit être contraignant et non volontaire…Il est également nécessaire d'obtenir parallèlement à cela des mesures au niveau des capitales des Etats, là où une grande part de l'influence des entreprises sur la politique commerciale a sa source"

D- Pas de progrès dans les négociations sur l'agriculture :

La plupart des Etats ont présenté des propositions pour des engagements ultérieurs sur la concurrence à l'exportation. Mais les principaux acteurs dans ce secteur, que ce soit l'UE, les USA ou l'Australie n'ont pas avancés de contre-propositions prétendant qu'il leur fallait davantage d'informations. Les négociations actuelles sont conduites de façon inhabituelle dans la mesure où elles se font de manière orale sans propositions écrites. Il est à noter que le président du Comité de l'Agriculture, Stuart Harbinson, vient d'être nommé Directeur de Cabinet du futur DG, Supachai Panitchpakdi, ce qui risque de retarder encore plus les travaux de ce Comité, si on ne lui trouve pas de remplaçant rapidement.

E- L'Indonésie interdit l'exportation de ses bois de forêt. : (25/6/2002)

Cette interdiction est permanente. Depuis Octobre 2001, l'exportation en avait été interdite temporairement.. La Thaïlande a mis en place une interdiction d'exportation depuis 1989. Mais les exportations illégales continuent de poser un sérieux problème dans la région.

F- La Norvège a repris la chasse à la baleine :



Cette espèce figure pourtant dans la Convention sur le Commerce International des Espèces en voie de disparition. La Norvège, le Japon et l'Islande ont refusé cette classification.

Contact pour cet article. Omc.marseille@attac.org

«Ce qui ne coûte rien, ne vaut rien!»

Par Alessandro Pelizzari

La «modernisation» du système de formation dans le canton de Zurich

Comme l'ensemble des services publics, le système d'enseignement est aujourd'hui l'objet de profondes transformations. Afin de le «moderniser», un nombre croissant de gouvernements s'appuient sur les techniques de gestion empruntées à l'économie privée dans le but, comme on peut lire dans les rapports annuels de l'OCDE, de «repenser les raisons qui justifient l'intervention de l'Etat et revoir l'efficacité par rapport aux coûts des institutions». Prenant appui sur l'argument à la fois du «lourd endettement de l'Etat» et des «déséquilibres budgétaires» ainsi que des nouvelles «habitudes» du «consommateur», les gouvernements «doivent s'employer à mieux faire en utilisant moins de ressources, et surtout en agissant différemment».

C'est dans ce contexte que depuis une dizaine d'années le «mouvement» du New Public Management (NPM, nouvelle gestion publique) s'est développé. Appliquées tant aux écoles qu'aux hôpitaux, aux services sociaux qu'à l'administration publique, le point commun de ces «réformes» réside dans le fait qu'elles sont calquées sur le modèle organisationnel de la holding privée et transposent au secteur public les nouvelles techniques de gestion d'entreprise telles que le total quality management ou le program controlling. En Suisse, c'est le canton de Zurich qui a poussé cette logique le plus loin: annoncé en 1996, le programme de réformes «wif!» ne prévoit pas moins que de transformer l'administration du canton économiquement et politiquement le plus puissant de la Confédération «en une entreprise moderne de services», selon l'expression de l'ancien président du Conseil d'Etat et actuel Conseiller aux Etats UDC Hans Hofmann.

L'école à l'heure du New Public Management

L'école zurichoise n'a pas été épargnée par le rouleau compresseur du NPM. Et pour cause: Le chef du département de l'instruction publique n'est personne d'autre qu'Ernst Buschor (PDC), ancien professeur de gestion publique à l'Université de St. Gall et missionnaire infatigable du NPM tant qu niveau suisse qu'international. Après avoir «révolutionné» le système de la santé du canton, il s'est mis dès 1995 à mettre en œuvre la «réforme du siècle» (Buschor), ensemble d'une trentaine de projets touchant tous les niveaux, de l'école enfantine à l'université, avec laquelle Buschor a promis de «faire descendre l'école zurichoise de son grand cheval pédagogique pour la transformer en une entreprise de services» (encore!) d'ici 2012. L'étape la plus récente est la redéfinition de l'école primaire, présentée au public cet été. Tirant un premier bilan du NPM, la Neue Zürcher Zeitung s'est pourtant récemment défaite de son enthousiasme initial pour les projets du professeur. Les conséquences financières ne seraient de loin pas celles que l'on pouvait espérer et, au fond, quasiment rien n'aurait changé dans le fonctionnement du secteur public, enseignement y compris, abstraction faite de la plus grande facilité avec laquelle les fonctionnaires zurichois parlent désormais de la «centralité du client» ou du «contrôle de qualité» .

Beaucoup de bruit autour de rien? Non, évidemment. Il faut rappeler que le NPM est survenu dans un contexte d'une transformation radicale du secteur public, sorte de démonstration «scientifique» du «moins d'Etat» porté par un contexte idéologique marqué par la contreréforme néoconservatrice. Le rôle du service public recule aujourd'hui sur tous les fronts pour laisser la place à une redéfinition de ses tâches en termes de «rentabilité économique» poussant à privilégier la demande solvable et la clientèle accessible au moindre coût: L'individu, porteur d'un ensemble de droits que de puissants mouvements sociaux ont acquis dans et par la lutte, devient un acheteur individualisé de biens et de services sur différents marchés, en fonction de son pouvoir d'achat.

Cette redéfinition du secteur public se trouve aujourd'hui au cœur même des stratégies capitalistes pour élever la rentabilité des capitaux. N'oublions pas qu'un des secteurs particulièrement visés par l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services), actuellement renégocié à l'OMC, est notamment l'éducation qui est en train de se révéler comme une des branches les plus lucratives, étant considéré comme un marché annuel de 2'000 milliards de dollars. Les investisseurs s'intéressent essentiellement à certains secteurs de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle continue, à condition que soit assurée au préalable une rentabilité financière élevée. Dans ce cadre, le NPM permet de



rationaliser à tout va des secteurs qui sont peu susceptibles de productivité-rentabilité (formation primaire p.e.), c'est à dire de les réduire à une sorte de «service public minimum d'insertion» qui permet «de cibler l'usager déficient» en augmentant brutalement leur «productivité», calculée primitivement en rapportant le nombre d'élèves à l'effectif du personnel.

Sous-financement systématique du système de formation

Le canton de Zurich est un très bon exemple de comment des nouvelles techniques de gestion peuvent amener à un changement radical d'une politique, de formation en l'occurrence. Dès le début des années 1980, les organisations patronales et les partis de droite zurichois ont mené une puissante offensive destinée à limiter les recettes du canton. Cette offensive a été notamment orchestrée par le Radical Eric Honegger, qui a piteusement chuté avec Swissair dont il a été président après son départ de la politique cantonale. Sous sa direction, la pression fiscale a été diminuée à plusieurs reprises, dans les années 1980, au bénéfice avant tout des couches très aisées et riches, creusant un trou dans les finances publiques de pas moins de 22 milliards de francs entre 1983 et 1999 !

Le résultat global de cette politique pour les usagers et les salariés des services publics ne s'est pas fait attendre. D'un côté, les services cantonaux sont devenus nettement plus chers car le manque de ressources fiscales a été en partie comblé par la hausse des tarifs les plus divers (taxes d'inscription etc.). De l'autre, le gouvernement et le Grand conseil zurichois ont alors entamé une politique de restriction des dépenses très rigoureuse sous le prétexte de rétablir l'équilibre budgétaire. Pas moins de six plans d'austérité successifs ont été mis en œuvre, frappant de plein fouet les salariés. A titre d'exemple, mentionnons seulement, qu'entre 1990 et 1998, les dépenses du canton consacrées à son personnel ont diminué de 4%, les employés de l'Etat gagnant 5'700 francs par mois perdant 7% de leur pouvoir d'achat durant les seules années 19921996 .

Tous les secteurs n'ont évidemment pas été touchés de la même manière: Une analyse plus détaillée des comptes de l'Etat zurichois ne laisse pas de doutes quant aux priorités de son gouvernement. Les programmes d'austérité ont visé en première ligne la santé et la formation: Si pour cette dernière, le canton dépensait en 1985 environs 25% de son budget, en 1997 ce montant est tombé à 22%, subissant ainsi une chute relative à 9% . Lors de son entrée en fonction, Ernst Buschor a «promis» pouvoir réduire les coûts de la formation de 15 à 30 pourcent! Calculé en francs par élève, le canton de Zurich dépensait en 1997 au niveau de l'école primaire 10% de moins qu'en 1992, au niveau secondaire, la différence représente plus de 15%. Et si pour les étudiants universitaires les «coûts» ont pu augmenter jusqu'en 1995, la rupture a été encore plus violente après: En deux ans seulement, Buschor n'a économisé pas moins de 23% par étudiant . Etant désormais un des cantons suisses avec les dépenses relatives pour la formation les plus basses, le Département de l'instruction publique y voit le preuve que la «productivité du secteur a fortement augmenté» . En effet, les effectifs dans le secteur de l'enseignement ont augmenté, entre 1985 et 1997, de 2,4% alors qu'en même temps, l'ensemble des étudiants au niveau primaire, secondaire et universitaire s'est accru de 10,2% .

Un système de formation au service de la place financière et industrielle

Or, la politique d'austérité et la rhétorique du «Moins d'Etat» cache mal les efforts pour transformer radicalement le système de formation zurichois dans son ensemble: ce qui est visé par la «réforme du siècle» c'est une sélection plus efficace des élites tout en baissant la valeur de la force de travail qualifiée, et ceci au moment où les conditions de travail se précarisent et les disparités sociales s'accroissent. Par le biais d'une sélectivité redéfinie du système de formation, les inégalités doivent pouvoir être ramenées de plus en plus à l'épanouissement des talents supposés innés de chaque individu.

Le gestionnaire Buschor a par ailleurs esquissé à plusieurs reprises sa «vision» du système de formation réorganisé, et ceci en syntonie avec les projets du patronat : La formation doit s'adapter aux besoins du «Standort» Zurich. L'université devenue «malheureusement une université de masse» , responsable de la production de «trop d'académiciens mal formés» , doit s'aligner sur le modèle anglosaxon d'un partage en deux des études: Comme prévu par la «Déclaration de Bologne», la grande majorité des étudiants doit se contenter d'études courtes et pratiques (Bachelor) et l'accès aux études proprement universitaires est réservé à une minorité (Master). Et si nécessaire, les étudiants seront empêchés de poursuivre leurs études à l'aide de «taxes disciplinaires» à partir du 16ème semestre, de l'augmentation des taxes d'inscription, de l'abolition du système de bourses et de limitations d'admission de toutes sortes. Ce modèle prévoit



pour tous ceux auxquels les études d'élite sont interdites une formation de base axée sur les compétences élémentaires requises par le marché du travail qui assure leur «employabilité». Le gymnase a été raccourci afin de se «concentrer sur l'essentiel» et la formation professionnelle a été revalorisée (création d'une HES cantonale).

C'est dans ce contexte aussi qu'il faut comprendre la réforme de l'école primaire. A noter le glissement dans les lignes directrices du Département: On n'y parle désormais plus d'«égalité des chances» mais de «fairness de chances», qui permettrait aux jeunes personnes de se former en tant que «personnalités compétentes, aptes à apprendre pendant toute leur vie et avec la bonne volonté d'être performants (leistungswillig)» . L'esprit d'entreprise, l'acceptation des contraintes de flexibilité et d'adaptation, l'habileté dans les langues étrangères et la familiarité avec les moyens de communication modernes voilà le nouvel idéal de la formation primaire, qui doit remplacer les qualifications acquises par la formation scolaire afin de devenir «davantage conforme au marché du travail (berufsbildungsgerecht)» .

L'«autonomie» des écoles: un leurre

Réduction des coûts de la formation, ouverture des secteurs les plus profitables du marché de l'éducation aux investisseurs privés et une redéfinition des contenus de la formation plus proche des besoins du patronat: C'est bien le NPM qui fait charnière et permet la poursuite de tous ces objectifs à la fois. Au cœur de la transformation: Les «budgets globaux» et l'«autonomie partielle» (Teilautonomie) des établissements scolaires. Le NPM prévoit que les autorités politiques délèguent la mise en œuvre de leurs décisions à des entités autonomes et mises en concurrence, privatisées ou unies entre elles par des «contrats de prestation» à caractère marchand de type clientfournisseur. Le financement est lié à ce que tenants du NPM appellent l'orientationoutput des services: L'accent est mis sur le «produit», et l'«autonomie» des écoles crée une situation de «libre concurrence» pour l'obtention de l'argent public toutefois pondérée par la place centrale que prend le contrôle financier et l'évaluation permanente des performances dans la gestion des écoles et l'instauration d'un «directeur», véritable PDG de l'école, qui a le pouvoir absolu sur la gestion des subventions publiques.

Ce cadre financier qui pousse les écoles à une augmentation permanente de «l'efficacité», crée une contrainte objective envers les établissements scolaires à s'adapter aux objectifs de la «vision» de Buschor. Dans le cas contraire, ces établissements risquent de subir une réduction des moyens à leur disposition. L'«efficacité» est calculée en fonction d'une formule mettant en relation les coûts et les bénéfices pour chaque élève, sur la base d'une comptabilité d'exploitation pour les écoles, afin de donner au canton les instruments pour «prendre ses décisions en matière de politique de formation en pleine connaissance des conséquences financières réelles» .

Or, face à l'impossibilité théorique d'identifier voire de quantifier toutes les prestations politiquement rattachées au système de formation (éducation, socialisation, etc.), le NPM opère un transfert de pouvoir en faveur des gestionnaires au détriment des enseignants, réduisant le processus intimement politique de la formulation des objectifs de la politique de formation à la mise en œuvre des valeurs d'efficacité et d'efficience. Parallèlement, on assiste aujourd'hui à une rebureaucratisation massive de l'administration: Ce processus se déploie par le biais du développement d'instances de définition, d'évaluation et de contrôle de la «qualité» de l'enseignement ainsi qu'à travers l'introduction d'un système d'évaluation des enseignants (Lohnwirksame Leistungsbeurteilung) système avec lequel 67% du personnel font des «mauvaises ou très mauvaises expériences» .

Mais la «qualité» de la formation n'est pas la seule à être visée par le nouveau système de financement: Il en va de même avec la «quantité». L'exemple des gymnases zurichois est parlant: Après l'introduction de budgets globaux, le Département de l'instruction publique a commencé à comparer le nombre de licences universitaires en pourcent des nouvelles entrées à l'université par ressortissants des gymnases par rapport aux coûts des gymnasiens. Le résultat a été, selon Buschor, «qu'il n'y a pas de corrélation directe entre le nombre de licences universitaires par gymnase et les coûts des élèves, ni avec l'offre de cours facultatifs» Conséquence: Les cours facultatifs ont été réduits. Ce que Buschor a pourtant «oublié» de préciser: L'école qui a servi comme benchmark (école avec le meilleur rapport coûts-bénéfices) est le gymnase Rämibühl, une école dans le riche «Züriberg» avec une population d'élèves extrêmement privilégiée...

Si l'on prend l'exemple de l'Université de Zurich, le mécanisme ressort encore plus clairement: Comme mesure de l'efficacité de l'institution, le contrat de prestation définit entre autres la



«haute qualité internationale de la recherche», mesurée en fonction du nombre de publications, citations et prix internationaux, ainsi que le «taux d'engagement des licenciés et l'utilisation effective du savoir universitaire sur le marché du travail», calculé sur la base de sondages auprès d'anciens universitaires . L'indicateur le plus important est cependant celui de la «durée des études», permettant de comparer tout et n'importe quoi et dont le but principal est de thématiser la durée, jugée trop longue, des études. En effet, comme la durée de la formation représente la mesure sociale d'un diplôme et d'une qualification, donc de la valeur de la force de travail qualifiée que son possesseur prétend faire reconnaître sur le marché du travail, l'objectif central consiste à réduire la durée moyenne des études. L'irrationalité de la «rationalisation» dans le système de formation devient ainsi patente: Le «progrès scientifique» n'apparaît que dans la vitesse de sa production et l'argent public est retiré des secteurs «non productifs» affin de le réinvestir, comme le prévoit Buschor, «dans les secteurs productifs de l'université: Les branches en croissance comme la biologie, la pharmaceutique, l'informatique ou les marchés financiers» .

Les établissements scolaires sont ainsi poussés, s'ils veulent maintenir une «offre scolaire» plus étoffée, à se procurer les fonds ailleurs. Ainsi, le «Projet école 21» (Schulprojekt 21) prévoit l'autofinancement de l'infrastructure informatique par des sponsors privés qui, comme contrepartie, reçoivent un droit de consultation en matière de définition des contenus de l'enseignement. Par ailleurs s'ouvre aussi la possibilité de privatiser davantage des parts du système de formation, évolution rendue possible dans le canton de Zurich par la loi sur les gymnases, suite à laquelle une vingtaine de nouvelles écoles privées ont ouvert leurs portes . Finalement, étant considéré comme un investissement dans le capital humain qui devrait se traduire dans le cours d'une vie par un haut salaire, les «clients» de l'offre de formation euxmêmes sont censés prendre en charge une partie des coûts. Affirmant que «ce qui ne coûte rien, ne vaut rien», le Secrétaire d'Etat Charles Kleiber a récemment secouru la politique d'augmentation des taxes d'inscription universitaires de Buschor (actuellement 1'200 francs par année, un doublement et une suppression partielle du système des bourses en faveur de prêts étant prévu pour les prochaines années) en soulignant que «les nouvelles techniques de financement servent à réguler le nombre d'étudiants» .

La question des taxes d'inscription vise au coeur du mécanisme du NPM: Ici se rencontrent le comportement individuel en matière de formation, les ressources financières et les exigences du marché du travail. Par l'augmentation des taxes et la réduction des bourses, l'intérêt objectif pour la majorité des étudiants devient tout à coup de faire des études plus courtes et plus «conformes au marché», incités à calculer plus précisément le «rendement» futur de leurs «investissements» dans la formation. Du côté des établissements scolaires intervient un effet complémentaire: Dans la mesure où ceux-ci dépendent de plus en plus des ressources issues des taxes d'inscription et doivent de plus justifier l'obtention de subsides étatiques par les résultats des évaluations, des offres attractives doivent être développées pour attirer des étudiants et donc se référer aux besoins du marché du travail tout comme les étudiants qui jugent cette «attractivité» en fonction directe des chances sociales liées à tel ou tel diplôme universitaire.

Contact pour cet article. Alessandro Pelizzari alessandro@attac.org

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.